Impôt sur le revenu—Loi

4.5 p. 100. Si le gouvernement se soucie réellement du financement à long terme de l'agriculture, je ne vois pas pourquoi il ne s'est pas intéressé à ce problème dans son budget. C'est une question simple et directe. Vous mettez l'argent à la banque à 8.5 p. 100 et la SCA va prêter à 13 p. 100. L'écart me semble un peu excessif. Pourquoi l'est-il? Je n'ai pas de réponse, mais je suis sûr que si l'on convoquait certains de nos plus grands cerveaux—et nous avons réellement des gens capables, non seulement dans l'industrie, mais aussi dans les universités et au gouvernement—nous pourrions mettre sur pied un programme qui permettrait d'accorder un financement à long terme, limité, aux agriculteurs, à un tarif réduit.

Je ne prétends pas que tout le financement agricole devrait se faire à un taux préférentiel, car cela ferait surgir toutes sortes d'autres problèmes. Nous ne voulons pas donner des avantages aux gens pour qu'ils recapitalisent cet avantage dans la valeur des terres ou des avoirs qu'ils achètent. Ce serait un effort stérile. Mais je suis sûr qu'il doit y avoir moyen de donner un certain montant aux jeunes agriculteurs pour qu'ils démarrent, à un taux inférieur aux 13 p. 100 actuels.

Il y a un autre domaine où la logique ne semble pas régner et dont le gouvernement aurait pu s'occuper dans ses motions de voies et moyens, dans le budget de l'an dernier et finalement dans le projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui. Veuillez m'excuser si je pêche pour ma paroisse en parlant de la province du Manitoba, mais nous payons une taxe d'accise de 7 cents le gallon sur le carburant agricole. On la paye, puis on présente ses factures pour se la faire rembourser. On peut utiliser ce carburant uniquement dans un véhicule agricole. Il a une coloration différente de l'essence que l'on achète à la station-service. Le gouvernement ramasse l'argent, puis il le rembourse dans certains cas. La taxe versée sur le carburant agricole est inférieure à la taxe sur l'essence utilisée à d'autres fins. Pour ma part, je trouve qu'il serait plus intelligent de ne pas percevoir de taxe du tout, et je crois que ceux qui me comprennent sont de mon avis. On épargnerait tout le travail administratif nécessaire pour percevoir la taxe, la verser et la rembourser. Je ne sais combien d'employés du bureau de Winnipeg du ministère du Revenu pourraient se passer de vérifier toutes ces factures. On éviterait par ailleurs d'indisposer les personnes qui doivent payer la taxe et présenter leurs factures pour se la faire rembourser. En fait, je sais que bien des agriculteurs sont tellement irrités par ces formalités qu'ils ne réclament même pas de remboursement. Voilà donc la preuve que si l'on s'attaquait tout simplement au problème, les contribuables auraient une meilleure opinion du régime fiscal, ils le trouveraient juste et le gouvernement pourrait économiser de l'argent.

Je vois le ministre de l'Agriculture (M. Whelan); j'espère bien qu'il écoute. Au Manitoba, une telle initiative permettrait au moins de résoudre en partie le problème des liquidités. Une taxe de sept cents le gallon, ce n'est pas beaucoup, je l'admets, mais c'est mieux que rien. Les agriculteurs ne devraient pas

déboursier cet argent et ils ne devraient pas attendre de six ou sept mois pour le récupérer.

J'en ai parlé au comité. Je ne comprends pas pourquoi on n'aurait pas pu insérer une disposition à cet effet dans le projet de loi à l'étude. C'est une question d'opinion que les citoyens ont du gouvernement. S'ils avaient un peu meilleure opinion de celui-ci, ils n'auraient pas tendance à essayer parfois de contourner un peu le règlement pour payer le moins d'impôts possible, tendance qui s'accroît. Si le secrétaire parlementaire compte sérieusement essayer de faire disparaître certaines injustices de la loi, voilà un domaine où il faut agir le plus rapidement possible.

Le député de The Battlefords-Meadow Lake a parlé de l'article 31 de la loi de l'impôt sur le revenu. Cet article cause de graves problèmes parce que les gens ne savent pas comment établir leur budget. Ils ne savent pas s'ils doivent travailler très fort à deux emplois, ou dans certains cas à trois emplois, pendant une certaine période et si cela les aidera vraiment à devenir un jour propriétaires de leur terre. Je trouve cela bien triste. Récemment en Ontario, un producteur de porcs a obtenu gain de cause devant les tribunaux contre le ministère du Revenu national dans une affaire qui portait précisément sur l'article 31 de la loi. Ce doit être un homme très méticuleux qui tient des dossiers très complets et qui avait noté soigneusement les heures qu'il avait consacrées à son entreprise. Il faut nourrir les porcs tous les jours. Les députés qui l'ont déjà fait savent qu'autrefois, il fallait le faire plusieurs fois par jour. Il y a maintenant toutes sortes de matériel moderne pour nourrir les porcs, mais il faut tout de même s'en occuper tous les jours. Dans ce cas-ci, l'agriculteur pouvait prouver qu'il avait consacré plus d'heures à son entreprise agricole qu'à son emploi régulier. Il y a cependant d'autres cas. Le député de The Battle-Meadow Lake a signalé à juste titre que les fonctionnaires de Revenu Canada ne sont pas du tout au courant des travaux agricoles. Même s'ils le sont, ils ne sont pas du tout compréhensifs. Je veux parler en particulier de l'affaire Graham en Ontario. Un agriculteur peut bien s'occuper sérieusement de son entreprise agricole même si, à certaines époques de l'année, il y consacre très peu d'heures. Les céréaliculteurs sont très occupés au printemps et à l'automne. Les éleveurs de bovins sont très occupés quand les vaches mettent bas et pendant l'hiver quand il faut les nourrir tous les jours. Cependant, à certaines époques de l'année, ce n'est pas nécessaire de consacrer beaucoup de temps à son entreprise agricole. Je ne suis pas vraiment certain que l'affaire Graham servira de précédent comme elle le devrait à mon avis parce qu'une entreprise d'élevage de porc ou de volaille exige un soin quotidien. Je voudrais que quelqu'un dise au ministère du Revenu national que, dans d'autres cas, un agriculteur peut s'intéresser tout aussi sérieusement à l'agriculture que l'éleveur de porc ou de volaille sans y consacrer autant d'heures tous les jours.